

## Déjeuner du Cercle des Réseaux Européens autour de Philip LOWE, Directeur général DG ENERGIE, Commission européenne

- 14 novembre 2012 -

*Les membres du Cercle des réseaux européens se sont réunis pour un déjeuner-débat autour de Monsieur Philip Lowe, Directeur général de la DG Energie, afin d'évoquer les enjeux d'actualité pour l'UE dans le domaine de l'énergie. Les discussions se sont notamment articulées autour des questions liées à l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz, la sécurité d'approvisionnement, les investissements dans les réseaux énergétiques et de façon plus générale les parallèles avec la politique climatique. Cette rencontre s'est conclue sur des esquisses de réflexion concernant les défis du processus d'intégration européenne.*

### I/ ECLAIRAGE INTRODUCTIF

Philip Lowe a commencé par dresser un panorama des dossiers prioritaires dans le domaine de l'énergie, avec notamment la grande actualité du moment, le parachèvement du marché intérieur de l'électricité et du gaz.

#### ➤ **Marché intérieur européen de l'énergie et ouverture à la concurrence**

En rappelant l'objectif d'achever la mise en place du marché intérieur de l'énergie d'ici 2014, M. Lowe a souligné l'importance d'assurer « une dynamique de concurrence équitable ». Il a notamment évoqué les points clé de la communication de la Commission relative à l'état d'avancement du marché intérieur de l'énergie du 15 novembre.

Dans le cadre de la mise en œuvre des règles instaurées par le « Troisième paquet énergétique », cette communication encourage les États membres à redoubler leurs efforts et souligne les avantages d'un marché européen véritablement intégré pour les citoyens et les entreprises. Le document souligne également la nécessité de poursuivre l'action dans un certain nombre de domaines, notamment la protection des consommateurs, l'application des règles existantes et la modernisation de l'infrastructure énergétique. Alors que la date limite de transposition, fixée à mars 2011, est dépassée de 20 mois, certains États membres n'ont toujours pas pleinement transposé le troisième paquet sur le marché de l'énergie. La Commission continuera de mener des procédures d'infraction pour garantir que les règles européennes en la matière sont correctement mises en œuvre. Elle veille



Philip Lowe est actuellement Directeur général de la DG Energie de la Commission européenne.

De nationalité britannique, M. Lowe a débuté sa carrière dans l'industrie manufacturière avant de rejoindre en 1973 la Commission européenne.

Il a occupé de nombreux postes de haute responsabilité tels que chef de cabinet ou directeur dans les domaines du développement régional, l'agriculture, le transport ou encore l'administration. Il devient Directeur général de la DG Développement en 1997. A partir de septembre 2002, il exerce les fonctions de Directeur général de la DG Concurrence jusqu'à sa nomination à la DG Energie en février 2010.

à l'application stricte des règles de concurrence afin de garantir des conditions équitables pour tous les acteurs du marché.

Ensuite, il a mis l'accent sur le Règlement concernant des mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en gaz naturel. Un pays (la Bulgarie) reste cependant entièrement dépendant du gaz russe.

Il a également évoqué l'importance de mener des politiques incitatives pour les investissements, notamment dans les réseaux d'infrastructure. Pour ce qui est du marché intérieur de gaz, il a souligné l'importance des projets prioritaires dans le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe et le Règlement pour les infrastructures. Ce dernier ayant pour objectif de faciliter les PPP pour les réseaux, d'identifier les projets d'intérêt commun ainsi que d'améliorer la coopération entre les régulateurs nationaux. L'UE doit également regarder au-delà de ses frontières et privilégier le dialogue avec certains pays tiers, comme la Russie par exemple.

Il a par ailleurs estimé que « *la politique publique joue un rôle facilitateur, mais c'est les marchés qui décident en fin de compte* ». M. Lowe a notamment reconnu l'importance de veiller aux consommateurs vulnérables, mais il a également estimé avec humour au sujet des prix réglementés, que « *toute la population ne peut pas être vulnérable* ».

## II/ DISCUSSIONS AVEC LES MEMBRES DU CERCLE

Les débats avec les membres du Cercle se sont notamment articulés autour des thématiques suivantes :

### ➤ Rapport entre la politique énergétique et la politique environnementale de l'UE

Alors que la stratégie « Energie 2050 » affiche 3 objectifs principaux, la Commission semble accentuer sur le premier, lié à la décarbonisation et a tendance à laisser au second plan les deux autres, la sécurité de l'approvisionnement en énergie et la compétitivité.

Philip Lowe a nuancé ces propos en expliquant que par rapport à la politique résolument focalisée sur l'action climatique en 2007/2008, les décideurs européens ont adopté une attitude plus sobre concernant ces objectifs dans le contexte de la crise économique actuelle. Se sortir de la crise et relancer la croissance européenne est la *top* priorité. Il a notamment annoncé que la Commission entend adopter en 2013 une Communication sur la politique énergétique et la politique climatique.

### ➤ Stockage d'énergie

Les membres ont également soulevé la question du retard de l'UE par rapport à la Chine et les Etats-Unis en matière de technologie pour le stockage d'énergie. Une stratégie européenne ciblée est nécessaire afin de combler ce retard.

Philip Lowe a reconnu qu'actuellement l'UE souffre de sous-investissements dans le stockage et a annoncé une possible initiative de la Commission européenne au cours de l'année prochaine sur le stockage d'électricité.

### ➤ Gaz de schiste

Le gaz de schiste n'est pas pour le moment une réelle option d'exploitation en Europe. La Commission a déjà effectué 5 études sur la question et de nombreuses incertitudes subsistent. Le commissaire à l'environnement Janez Potocnik a récemment annoncé que la Commission proposera dans le courant de 2013 un nouveau cadre de gestion des risques, « *afin de combler les lacunes réglementaires et de fournir le maximum de clarté et de prévisibilité aux opérateurs du marché et aux citoyens européens* ».

Par ailleurs, la proposition au Parlement européen, déposée par une centaine de parlementaires favorables à un moratoire sur l'exploration du gaz de schiste, a été rejetée par 391 voix contre 262, et 37 abstentions, au cours de session plénière le 21 novembre à Strasbourg.

### ➤ Bioénergie et biomasse

Au sujet des questions liées à la bioénergie et la biomasse, Philip Lowe a confirmé que la Commission a toujours l'intention d'adopter en 2013 une communication sur la durabilité de ces sources d'énergie.